

LE TRAVAILLEUR

REVUE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

PARAISANT TOUS LES MOIS

Comité de rédaction : N. Joukowsky, A. Oelsnitz, Ch. Perron,
Elisée Reclus.

ABONNEMENT : Un an, 6 fr. ; Six mois, 3 fr. ; Trois mois, 1 fr 50.
Le numéro, 50 centimes.

Adresser tout ce qui concerne la rédaction et l'administration à l'imprimerie du « Rabotnik »
Chemin de Montchoisy, 26, à Genève.

BULLETIN

L'inquiétude générale n'a fait que grandir pendant ce dernier mois. Stagnation d'affaires, incertitude, tel est le caractère du moment. Les événements qui se déroulent en France sous la bannière de Mac-Mahon font prévoir un recommencement de lutte entre l'Allemagne protestante et la France catholique. En Orient, on se prépare à partager la Turquie, qu'on livre dès à présent au massacre et au pillage. Les capitalistes anglais ont les yeux fixés sur Constantinople ; leurs intérêts sont compromis, mais ils ne paraissent prendre aucune mesure ni aucune résolution. L'Autriche — à en croire Andrassy — suit avec un semblant de désintéressement la lutte engagée dans les Balkans, « pour profiter des conséquences. »

L'Allemagne laisse faire les soldats du Czar ; les soldats, car les généraux russes, tous ducs et grand-ducs, n'ont encore fait preuve que d'incapacité, ayant pour adversaires des pachas qui, comme eux, agissent sans plan ni unité d'action. Les deux armées se li-

vrent à un massacre réciproque se chiffrent dès à présent par 80,000 cadavres de producteurs.

L'approvisionnement de ces tueurs d'hommes coûte aux travailleurs russes près d'un million par jour; ils ont déjà perdu environ quarante mille hommes robustes et trente millions de roubles, arrachés aux laboureurs.

Bien qu'ayant perdu la même quantité de soldats, les Turcs, de leur côté, ont moins dépensé de piastres, étant chez eux et ne payant rien, ce qui d'ailleurs leur serait difficile, les coffres de l'Empire ottoman étant vides depuis longtemps : les porteurs de l'emprunt ne le savent que trop. Tels sont les résultats du carnage officiel! Quant aux femmes, vieillards et enfants massacrés par les porteurs d'uniformes, qui s'aviserait de les compter!

La situation du Bulgare était insupportable; maintenant que le « frère aîné » est venu se mêler de son émancipation, le protégé n'aura bientôt plus qu'une seule planche de salut : faire une trouée dans les eaux du Danube. Les libéraux russes, ces généreux émancipateurs, auront beaucoup mangé de poulardes aux truffes, beaucoup bu de champagne, le tout à la santé du Bulgare qui crevait de faim sous la domination turque; bientôt ils pourront manger leur part des gâteaux funéraires sur le cadavre de la Bulgarie.

Le paysan demandera-t-il compte de ses enfants tués, de ses roubles gaspillés? Viendra-t-il troubler les banquets de cette gent libérale de Moscou et de Pétersbourg? Un sentiment d'indignation se fera-t-il jour? L'empereur aura-t-il enfin des comptes à rendre?..... Moscou n'est pas Paris, l'esclavage pèse encore sur la Russie, et il est à craindre qu'après la guerre tout y reste calme. Seuls les socialistes continueront à payer de leur liberté et de leur vie la propagande par laquelle ils s'efforcent de jeter un peu de lumière dans ce pays de ténèbres.

Un nouveau procès a commencé le 19 juillet contre cent quatre-vingt-dix-huit personnes, accusées de propagande révolutionnaire, et parmi lesquelles se trouvent trente-deux femmes. Travaux forcés pendant quinze ans, exil à temps ou perpétuel en Sibérie, telles sont les peines que le czar laisse à la discrétion du juge! Après sa défaite de Plewna, le magnanime empereur aura donc une petite revanche sur son ennemi de l'intérieur, ennemi mortel et qui ne quittera la besogne que le jour où le paysan, ayant enfin compris sa force, secouera le joug qui l'écrase.

* * *

Passons maintenant sous le pavillon gothique de l'empereur Guillaume, le conquérant moderne, et, puisqu'il nous est impossible d'embrasser tous les faits accomplis durant le mois qui vient

de s'écouler, nous nous bornerons à relever une statistique des peines appliquées aux démocrates-socialistes allemands depuis 1863 — époque à laquelle parut le célèbre Ferdinand Lasalle — jusqu'à nos jours. Cela donnera à nos lecteurs une idée précise de ce que, d'une part, vaut le libéralisme protestant de M. de Bismark, et sur les proportions que prend en Allemagne le mouvement socialiste.

Il y a eu, durant quatorze ans, 2,843 procès! En Prusse, 2,065; en Saxe, 418; le reste se distribue entre la Bavière, le Wurtemberg, le grand-duché de Bade, etc. La moyenne est de 203 procès par an, mais puisque les quatre cinquièmes du total incombent à la période de 1871-1876. Ce dernier fait nous prouve quelle influence eurent sur l'Allemagne les événements de la Commune de Paris.

Le gouvernement a fait :

Pour cause de haute trahison.	5	procès.
Pour crime de lèse-majesté	194	»
Pour crime de lèse-Bismark	211	»
Pour excitation à la haine, etc.	326	»
Pour crimes contre l'Etat, lèse-divinité, etc.	298	»
Pour résistance à la force publique.	277	»
Pour attaques dirigées contre les employés de l'Etat.	619	»
Pour désobéissance aux lois de la Confédération actuellement Empire	909	»

La moitié de tous ces procès retombe sur la presse socialiste et 543 seulement furent gagnés par les accusés, l'Etat en a donc gagné 2,300.

Les peines appliquées ont été de deux catégories : emprisonnement et amendes. L'emprisonnement varie de trois mois à un an. *Vahlteich* seule a fait 18 mois à Chemnitz pour crime de lèse-majesté.

La totalité des jours de prison faits par les socialistes s'élèvent à 10,486 jours, ce qui équivaut à 173 ans, 6 mois et 3 semaines.

Les amendes payées à l'Etat s'élèvent au chiffre de 50,000 francs, soit, en y ajoutant les frais de justice, un total de 100,000 francs.

Toute réserve faite sur la tactique du parti socialiste allemand, et sur laquelle notre correspondant de Leipzig a déjà formulé notre opinion, l'*Arbeiter-Wochen-Chronik*, à laquelle nous empruntons cette statistique signale ce fait intéressant à noter que le nombre des électeurs socialistes en Allemagne s'élève à présent au chiffre de 600,000 !

Tel est le bénéfice que M. de Bismark a retiré de toutes ces persécutions.

* * *

Peu de chose en ce moment à dire de la France.

Chacun prépare sa candidature ; donc, du maréchal-président au plus pur des intransigeants, tous s'apprentent à mentir aux électeurs qui, à leur tour, se disposent, comme toujours, à se faire *rouler* par leurs candidats favoris. Le tout à la plus grande gloire du suffrage universel ; c'est dans l'ordre.

Quels que soient les élus, en effet, tous seront d'accord avec M. Ménier (le bailleur de fonds, dit-on, de plusieurs journaux ultra-radicaux) et M. Féray (le gendre de feu Bugeaud), pour protester d'un ton indigné contre toute assimilation avec ceux qu'ils appellent les « assassins, les incendiaires et les scélérats de la Commune (1). »

Quant à ceux de ces *scélérats* qu'on a envoyés mourir de désespoir en Nouvelle-Calédonie, ils n'auront plus qu'à recourir au suicide pour abrégier leur affreuse agonie, comme viennent de le faire dans l'espace de cinq mois (de janvier à mai) QUARANTE-DEUX de nos amis !

Le seul fait qu'il nous reste à noter en passant, c'est la lettre de l'ex-honorable Ordinaire au non moins ex-honorable Gambetta, lettre dont le *Figaro* et le *Pays* ont eu la primeur.

Toujours la même histoire !

Après avoir fait la popotte ensemble, ces braves gens se cassent l'écuelle vide sur la tête.

M. Ordinaire rappelle à son ex-copain qu'il sait où les cadavres sont cachés et le menace d'exhumations successives.

La seule chose originale cependant que révèle la lettre de M. Ordinaire, c'est que cet honnête citoyen avoue naïvement qu'il a trouvé tout naturel de refaire sa fortune compromise, en transmettant à des tripoteurs financiers les renseignements qu'il obtenait sur les décisions prises par les commissions de l'Assemblée. — « Tous les députés agissent ainsi », ajoute ce bon jeune homme.

D'accord, cher monsieur. On connaît depuis longtemps en effet ces ordures, dans le monde si délicat de la politique ; mais on ne peut que vous remercier de les avoir mises au jour. Puissent les électeurs profiter de ces renseignements.

Après les événement d'Orient, c'est certainement la Suisse qui, en Europe, nous offre à cette heure le spectacle le plus intéressant, au point de vue qui nous préoccupe.

(1) Lettre de M. Feray à M. de Fourtou.

Vient d'abord l'affaire des *fraudeurs franco-suisse*s, groupe d'honnêtes industriels, haut placés dans l'estime des bourgeois de Genève et autres lieux de la libre Helvétie. Ces braves gens, au moyen d'une contrebande parfaitement organisée, se sont fait payer jusqu'à *vingt-huit fois* pour un même objet, la prime accordée par la France sur la réexportation de toutes pièces d'horlogerie et bijouterie en or, manufacturées chez elle et poinçonnées par ses contrôleurs. La prime étant de 375 francs par kilogramme d'or, les sommes ainsi volées à la France, par nos très-moraux et très-religieux bourgeois, s'élèvent au chiffre avoué de cinq millions de francs, — chiffre bien inférieur à la réalité, dit-on. — Une misère, quoi ! Pris la main dans le sac, les voleurs sont menacés de procès correctionnels. Mais nous serions bien étonnés que les choses fussent menées si loin. On se contentera d'une simple restitution : le respect dû aux classes dirigeantes et supérieures l'exige impérieusement.

Et s'il arrive de ce fait que l'industrie de ce pays, déjà si compromise, en aille plus mal encore, il se trouvera bien dans le *Journal de Genève* quelque professeur d'économie politique pour prouver aux badauds que la crise tient « aux injustes exigences des ouvriers. »

Nos amis, les Internationaux jurassiens dans leur Congrès fédéral annuel, tenu à St-Imier, viennent de décider : 1° Que le *Bulletin*, organe de la Fédération, publiera, chaque trimestre, une revue générale des faits accomplis dans le domaine du mouvement socialiste ; 2° Que toutes les sections seront invitées à fournir, pour y être inséré, un rapport annuel des travaux de chacune d'elles.

Ces deux résolutions sont de nature à donner un intérêt tout spécial au *Bulletin* et à resserrer surtout d'une façon plus intime les liens de solidarité qui réunissent les divers groupes de la Fédération jurassienne. Nous ne pouvons que féliciter vivement les délégués du Congrès de les avoir votées et d'avoir accru d'autant les moyens de propagande internationaliste.

L'augmentation de force qui en résultera nous semble arriver fort à propos, à en juger par l'arrêt dont le tribunal de Berne vient de frapper bon nombre de nos amis.

L'affaire du 18 mars, sur laquelle nous n'avons pas à revenir ici, vient en effet de se terminer par les condamnations suivantes :

Sont condamnés à 60 jours de prison : Lampert et Deiber ;
A 40 jours : Rinke, Ulysse Eberhardt, Chopard, Dubois, Bräuntschi, Chatelain, Herter, Kachelhofer, Guillaume, Huguenin, Lœtscher, Buache, Capt, Pittet, Henri Eberhardt, Tailland ;

A 30 jours : Graber, Réber, Brousse, Werner, Voges ;

A 10 jours : Simonin, Eggenschwyler, Paggi, Honegger, Gleyre, Zurbuchen, Chautems.

En outre, Rinke, Werner, Deiber, Brouse, Graber et Voges, étant étrangers à la Suisse, sont bannis pour trois ans du canton de Berne.

Tous les prévenus sont solidairement condamnés au paiement des frais de la partie civile, fixés à 150 frs, et au paiement des frais du procès dont le montant n'est pas encore connu.

Qui oserait nier encore que la Suisse n'est pas la terre classique de toutes les libertés!

Si pénible qu'il nous soit de voir nos amis aller pour quelque temps en prison, nous sommes très satisfaits néanmoins du verdict prononcé à Berne. Mieux que tout raisonnement spéculatif, il témoignera d'une manière éclatante de la non valeur absolue de toutes les institutions purement politiques, si radicales soient-elles, devant la révolution sociale qui, seule, peut affranchir réellement les travailleurs.

Il va sans dire que, pénétrés de la nécessité de mettre en sérieuse pratique les principes de solidarité qui nous unissent, nous ouvrons, dès maintenant, une souscription pour aider nos amis à payer les frais et dommages auxquels ils viennent d'être condamnés.

L'importance des faits accomplis par les grévistes américains étant trop considérables pour qu'il soit possible de les analyser dans notre bulletin, nous publierons dans le prochain numéro de la revue une étude complète de ce remarquable mouvement, étude appuyée de documents qui en établiront l'incontestable véracité.

Souscription ouverte par le « Travailleur » au profit des condamnés de Berne :

La Rédaction du « Travailleur » 20 FR.

LE CAPITALISTE

I

Quand on regarde l'ensemble de la société actuelle, en la débarrassant de tous les éléments artificiels créés par les formes politiques et gouvernementales, on constate qu'en réalité il n'y a que deux classes d'hommes : les CAPITALISTES, — c'est-à-dire les détenteurs du capital social, sous toutes ses formes (terre, matières premières, outils, machines, marchandises échangeables (1), etc.), et les NON-CAPITALISTES, — c'est-à-dire ceux qui, ne possédant que leur personne, ou force de travail, à la fois intellectuelle et musculaire, — en un mot, les SALARIÉS.

Tout autre classement est arbitraire, toute autre division est fictive ou accidentelle.

Pour justifier cet état de choses, les économistes bourgeois vous répondent que c'est le résultat de *la liberté du travail*, — principe essentiel, auquel on ne peut toucher sans tuer le travail lui-même et retourner à la barbarie.

Vous vous dites aussitôt que cette « liberté du travail », qui aurait pour résultat de dépouiller les uns au profit des autres et d'amener la concentration des richesses, produites par le travail de tous, entre les mains d'un petit nombre d'individus, devrait alors ressembler furieusement à la liberté du brigandage, car sa conséquence serait exactement la même.

Qu'on me dépouille, en effet, au coin d'un bois, de ma montre, de ma bourse et de mon paletot, — au nom du couteau et du pistolet, — ou qu'on me dépouille de mon instrument de travail, — au nom de la liberté du travail, — quelle différence y voyez-vous ?

Mais, répondent encore les économistes, *le capital n'est que du travail accumulé*. Or, les capitaux étant le produit du travail, le capitaliste en est légitime possesseur, car c'est à son activité, à son intelligence, à son énergie propre qu'il en doit la possession. Une fois qu'il les a conquis ainsi, à la sueur de son front, n'est-il pas naturel qu'il les garde, en use à son gré, les prête ou les

(1) L'argent, la monnaie, n'est qu'une marchandise échangeable, comme toutes les autres, mais plus commode, plus facile à transporter, et admise généralement comme équivalent commun de toutes les autres marchandises.

transmette à qui lui convient, avec ou sans condition ? Quoiqu'il en fasse, d'ailleurs, pourvu qu'il ne les enfouisse pas dans sa cave, s'il les maintient dans la circulation, soit qu'il les prête à gros intérêt, soit qu'il les place dans l'industrie, soit même qu'il les laisse par héritage à ses enfants, qui les feront valoir à leur tour, les capitaux retourneront alimenter le travail, dont ils sont sortis, par conséquent produiront de nouveaux capitaux, lesquels augmenteront d'autant la richesse nationale, et ainsi de suite jusqu'à la consommation des siècles.

Tel est le raisonnement, je crois, dans toute sa pureté.

Le capital, dit-on, est du travail accumulé. — Rien de plus exact, de plus évident.

En dehors des richesses naturelles, telles que l'air, la lumière, l'eau courante des fleuves et des rivières, la terre *primitive*, le gibier, ou animal à l'état sauvage, plus les forces mystérieuses qui transforment le grain de blé en épi, font du gland un chêne, président aux lois de la physique, aux affinités chimiques, etc., etc., toute richesse sociale, ou valeur échangeable et reproductive, est le produit du travail de l'homme et de ses forces, tant nerveuses ou intellectuelles que musculaires (1).

De ces richesses et forces naturelles que nous venons d'énumérer, il en est même un nombre très-restreint qui puissent compter, à proprement parler, comme richesses et forces sociales avant d'avoir été *appropriées*, c'est-à-dire avant d'avoir subi cette part de collaboration humaine ou de travail qui les rend utiles à nos besoins.

L'électricité, sans le travail de l'homme, produit la foudre. Avec le travail de l'homme, elle devient le télégraphe.

La terre non appropriée, à l'état vierge, est bien un capital absolu, une richesse sociale, puisque sans elle rien n'existerait, et qu'elle produit les fruits sauvages et nourrit le gibier, etc., etc. ; mais les mines qu'elle renferme dans son sein, les forêts dont elle est couverte, les facultés germinatives qu'elle possède, ont besoin, pour devenir des utilités directes, positives, du travail de l'homme. Il faut le travail de l'homme pour extraire de la mine le fer et le charbon ; il faut le travail de l'homme pour couper le bois de la forêt, en faire de la chaleur ou des madriers, ou des meubles, ou des vaisseaux ; il faut le travail de l'homme pour que la fécondité

(1) Je ne parle pas ici des *valeurs d'usage*, lesquelles destinées à la consommation, et détruites par elle chaque jour, ne sauraient s'accumuler et, par conséquent, entrer en compte dans le *capital* social, tel que nous le considérons ici, bien qu'elles y jouent leur rôle en entretenant les forces du producteur.

naturelle du sol s'assouplisse à produire les légumes, les pommes et les fruits savoureux qui nous nourrissent, et ainsi de suite.

Donc, toute richesse sociale, ou utilité, ou valeur, comme on voudra l'appeler, de consommation, ou échangeable, ou productive, — sauf, je le répète, les richesses naturelles qui, n'ayant demandé et ne demandant aucun effort, appartiennent à tous (l'air, la lumière, etc.), et, par conséquent, le CAPITAL, qui n'est que la portion de la richesse sociale *accumulée en vue de la production*, — est le produit du travail de l'homme.

Donc, il est bien vrai que « le capital est du travail accumulé. »

Donc, c'est le travail qui crée le capital.

Faut-il en conclure qu'il crée le CAPITALISTE ?

Au premier abord, cela semblerait logique.

Regardons-y de plus près.

Voici un chef d'usine qui emploie trois cents ouvriers à fondre et à forger le fer dont on fabrique les outils et les machines les plus compliquées.

Ce chef d'usine travaille, non pas comme ses ouvriers, puisqu'il ne manie pas lui-même la pelle et le marteau, mais enfin il s'occupe de la comptabilité, des achats et des ventes, ou, si l'on préfère, les rapports avec l'extérieur pour l'échange des produits fabriqués dans l'usine, surveillance, distribue le travail, etc., etc., soit seul, soit avec un certain nombre d'autres individus qui l'aident dans cette partie spéciale et essentielle du labeur commun.

Jusqu'ici, nous ne voyons qu'un groupe de travailleurs identiques, séparés seulement de fonctions par la loi de la division du travail.

Vous repassez dix ans après. L'usine fonctionne toujours avec ses trois cents ouvriers, ou davantage, ou moins, peu importe; elle produit toujours du fer.

Il n'y a qu'une différence : *Le chef de l'usine est devenu millionnaire, les autres sont restés ce qu'ils étaient.*

Lui, il roule carrosse, peut vivre de ses rentes et mourra dans un palais.

Eux, aussi mal vêtus, aussi mal nourris, aussi mal logés que le premier jour, continuent de suer au feu du fourneau et de peiner à l'enclume. Quand leurs forces seront usées, ils tomberont à la charge de la charité publique et mourront à l'hôpital.

Le travail de ces hommes a pourtant créé de la richesse, *fabriqué du capital*. La preuve, c'est que le chef de l'usine, sur ce travail, a pu accumuler, soit en matières premières, soit en produits appropriés, soit en terrains, en bâtiments, en machines, soit sous

forme de monnaie, par suite d'échanges de marchandises, des millions qui lui assurent et assureront à ses enfants une existence ample, heureuse, pourvu de tout le nécessaire et de tout le superflu.

Pourquoi les autres n'ont-ils rien accumulé ?

Pourquoi, de cette richesse créée par le travail commun, n'est-il rien resté entre leurs mains que cette portion appelée SALAIRE, et qui suffit à peine, quand elle suffit, à assurer à peu près le renouvellement des forces du travailleur dans ce qu'il y a de plus strictement essentiel, en lui fournissant de quoi se nourrir mal et grossièrement, se vêtir non moins mal et non moins grossièrement, et loger plus mal et plus grossièrement encore ?

Il y a donc deux sortes de travail :

Un qui produit le capital et l'autre qui produit le capitaliste.

Si vous interrogez le chef de l'usine, il vous répondra orgueilleusement, en se carrant, le sourire aux lèvres, pendant que ses breloques tressautent d'aise sur sa panse rebondie :

C'est mon travail qui m'a enrichi, c'est mon intelligence qui a fait ma fortune, c'est mon activité qui m'a rendu millionnaire !

Son travail ? Voyons un peu.

Nous avons admis qu'il travaillait autant que ses ouvriers, d'un autre travail, imposé par la division du travail et la diversité des aptitudes, que son travail personnel était l'équivalent de leur travail, car s'il ne pourrait se passer d'eux, eux également ont besoin de quelqu'un ou de quelques-uns qui remplissent des fonctions analogues.

Combien gagnent ses ouvriers à la journée ? Prenons une moyenne quelconque, cinq francs, si vous voulez. Donc la journée de travail, à l'usine, rapporte cinq francs. Donc sa journée à lui vaut cinq francs.

Allons plus loin. Supposons qu'il soit beaucoup plus intelligent, beaucoup plus actif que ses collaborateurs ; supposons même qu'il rende deux fois, trois fois plus de services que chacun des autres. Eh bien, alors, sa journée vaudrait dix francs, quinze francs, au maximum -

Est-ce sur ces 15 francs qu'il économiserait, qu'il accumulerait cinq millions en dix ans ?

Evidemment non.

Cependant, cette valeur a été produite (1). — Par qui ? — Par le travail de tous, Il n'en revient rien aux autres, et tout en revient à lui.

(1) En dehors des frais d'exploitation, comme de juste. C'est ce qu'on appelle la plus-value.

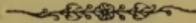
Ce n'est donc point par son travail personnel, son travail à lui, son intelligence à lui, son activité à lui, que cette *plus-value*, dont il bénéficie seul, a été créée, — c'est par le travail, joint au sien, des trois cents ouvriers.

Ce n'est donc pas non plus en vertu du principe de la liberté du travail qu'il est devenu millionnaire.

Ce qui l'a enrichi, c'est tout simplement *le travail accumulé* DES AUTRES !

Par conséquent, s'il est juste de dire que le capital est du travail accumulé, il faut ajouter ceci : C'est que *le capitaliste, lui, est le produit du travail accumulé des autres*, ce qui le rend, on l'avouera, infiniment moins respectable et moins sacré.

Arthur Arnould.



LES PAYSANS AU JAPON

La possession de certains objets-outils et de matières premières de toute production est essentielle à l'homme. La propriété n'est qu'une forme de la possession ; forme particulariste s'il en fut jamais et qui contient en elle un côté anarchiste et bon : celui de ne pas tolérer d'arbitre régulateur quelconque entre le possesseur et la chose possédée.

Malheureusement, ce bon côté est racheté par la tendance fatale que la propriété a de dégénérer en droit d'aubaine, à tel point, qu'être propriétaire, veut dire purement et simplement avoir le droit de céder la possession d'une chose au travailleur (qui seul saura la faire fructifier) et de prélever en faveur de l'oisiveté une part de lion sur les produits du travail.

Proudhon a clairement démontré que cette tendance était inhérente au principe même de la propriété et ne saurait nullement en être considérée comme un abus. Toute réforme de la propriété était donc nécessairement tombée dans le domaine des illusions, et un progrès ne saurait être réalisé dans cette direction, si ce n'est par le passage à une forme nouvelle et la possession, qui (en termes proudhoniens) résoudrait les contradictions du principe de la propriété dans une synthèse plus vaste et d'un ordre supérieur.

Les esprits étroits et timides, tout en prévoyant vaguement ce problème que notre siècle, selon toute probabilité, ne laissera pas

sans solution pratique, confondent le fait essentiel de la possession avec sa forme passagère — la propriété. L'abolition de ce principe qui, après avoir accompli sa mission historique (celle d'émanciper le bourgeois) ira fatalement rejoindre la monarchie du droit divin et les autres spectres du passé, leur apparait comme la fin du monde. Au-delà de ce point noir qui ne menace au fond que le monde des aubaines et des sinécures, ils ne savent discerner autre chose que la ruine de tout ordre et bien-être social, — que ruine et désolation.

Les économistes les plus orthodoxes veulent bien admettre cependant que, en dehors du principe de propriété, le monde a vécu et vit encore, et que notre propriété elle-même est issue de la possession communale, allodiale et féodale ; mais, disent-ils, toutes ces formes variées de la possession, ayant existé ou existant encore chez des peuples barbares, ne sont guère compatibles avec le progrès économique et social et ne pourraient être régénérées qu'au détriment absolu de la richesse même des nations.

Nous nous rangerions volontiers du côté de tous ceux dont l'idéal n'est point en arrière, dans l'une des formes ayant déjà vécu. Nous observerons seulement que, pour les formes de la possession, la faculté inventive de l'humanité est loin d'être aussi limitée que le supposent les apôtres trop zélés de la demi-science économique. Chez tous les peuples ayant eu une évolution historique à eux (c'est-à-dire non puisée aux sources classiques ou romantiques communes à l'Europe occidentale), nous signalons des formes de la possession essentiellement différentes de celle dans laquelle nous patageons actuellement.

D'autres nous donneront des détails instructifs et intéressants sur cette *possession slave* que Proudhon n'a pas épuisée dans sa « Théorie nouvelle de la propriété. » Permettez-moi de signaler à l'attention de vos lecteurs les particularités de la possession japonaise, qui est bien loin de réaliser notre idéal, mais qui mérite une mention particulière en ce sens que, tout en étant essentiellement distincte de notre droit de propriété, elle n'a certainement pas entravé le développement économique de ce pays qui, sous le rapport du progrès agricole, a devancé l'Angleterre elle-même. Du moins si la population au Japon est plus dense, elle y jouit d'un bien-être matériel incomparablement supérieur à celui des trois quarts de la nation britannique, et cependant elle n'a eu jusqu'à présent que les produits du sol et des mers pour se nourrir ; il est vrai qu'elle n'a pas nos requins de l'industrie et de la finance à alimenter.

Le Japon est un pays exclusivement agricole. Aussi les paysans

y occupent-ils l'échelle supérieure de la hiérarchie sociale : industriels et commerçants y viennent en dernier lieu. Au-dessus du paysan, il n'y avait que les princes féodaux (les *daï mio*) avec leurs escortes d'hommes d'épée (les *Samourai*).

Chaque principauté formait un Etat féodal indépendant, régi par ses lois. Mais le sol était censé partout former la propriété nationale. Le laboureur en était possesseur moyennant une redevance unique au trésor qui se confondait entièrement avec l'impôt direct, et se prélevait en produits (plus particulièrement en riz ; les produits plus grossiers, tels que pois, sarrasin, etc., servant à l'alimentation des classes indigentes, étaient libres de toute charge). La quote-part prélevée par le trésor du prince, qui était censé représenter la nationalité cantonale, variait d'une localité à l'autre sans pouvoir excéder la moitié de son avoir, inférieur à 30 %^o. Ainsi, même au pis-aller, le laboureur japonais se trouvait dans une situation de beaucoup préférable à celle de nos métayers qui, sur leur moitié de produit, déjà rognée par le propriétaire foncier, ont encore, pour la plupart, le tonneau des Danaïdes du fisc à remplir.

Cependant, ce qui nous intéresse surtout dans ce système, c'est le principe qui lui servait de base plutôt que les applications que l'on en faisait dans la pratique.

La fusion de la *rente* avec l'*impôt* y avait pour conséquence immédiate ce fait que la question politique s'identifiait avec la question sociale ; l'Etat et le propriétaire sont encore tout un aux yeux du paysan japonais, bien que le système que je décris ici fort sommairement ait cessé d'exister depuis 1865.

Quelle que fût la proportion du produit que le paysan japonais eût à verser à son seigneur, il savait que du fruit de ses labeurs il entretenait ceux qui étaient chargés de gérer pour lui ses affaires nationales. Quant aux affaires de la commune, on n'en confiait ici la gestion qu'aux *nanou-ci*, espèce de maires électifs qui, tout en se prosternant devant les seigneurs et leurs satellites armés de deux sabres tranchants, et tout en leur prodiguant force politesses, fort baroques à notre point de vue, n'en savaient pas moins bien conserver leur indépendance vis-à-vis des représentants du pouvoir féodal, et se gardaient bien de se métamorphoser en saute-ruisseau de M. le préfet.

A une autre fois quelques détails sur l'application de ce principe essentiellement socialiste de la possession agraire. Ici, je me bornerai à accentuer en peu de mots la différence capitale que je vois entre cette possession japonaise et notre système de propriété : en entretenant du produit de ses labeurs le trésor national, le pay-

san japonais avait la conscience d'être le commanditaire de son gouvernement. Son idéal politique différait considérablement du nôtre ; mais il attendait quand même de ses chefs des services d'une nature bien déterminée en retour de la nourriture qu'il fournissait à ses gouvernants. Ainsi, sans suffrage ni pratiques électives, les seigneurs féodaux du Japon se sentaient les mandataires de la nation. Comme tous les mandataires en tout lieu, ils n'ont pas mal abusé de la confiance de leurs mandants. Néanmoins, ils s'étaient vus dans la nécessité de leur montrer certains égards que nos paysans de la race blanche ne sont guère encore habitués à réclamer de leurs seigneurs, fonciers, boursiers et parlementaires.

En dépit de nos idées préconçues sur le despotisme endémique dans les pays orientaux, le Japon était, en réalité, gouverné par le *Zin-min-no Kokoro*, c'est-à-dire l'opinion publique (ou plutôt celle des paysans), sans songer que cette opinion pût être escamotée par des matadors de la presse et de la tribune. Il y a peu de mois encore, le gouvernement actuel, formé à l'image de ceux de l'Occident, et dûment ornée de canons Krupp et de fusils Remington, s'est vu dans la nécessité de subir la volonté de ses bons-hommes Jacques à pommettes saillantes et aux yeux obliques et bridés.

Ces quelques lignes suffiront, me paraît-il, pour démontrer clairement un des avantages incontestables que le système de possession japonais présente sur notre régime propriétaire. A savoir : celui de réduire les rapports entre cultivateurs et leur gouvernement à leur plus simple formule. L'importance de cet avantage ne se manifesterà en entier à nos yeux que lorsque l'idéal politique de ces laboureurs de l'Extrême-Orient se rapprochera plus sensiblement du nôtre.

D'ailleurs, mon but n'est nullement de faire l'apologie de la possession japonaise. Je me contente de vous signaler ici cet intéressant exemple d'une civilisation raffinée et ayant pénétré jusqu'aux classes inférieures de la société (1), — d'une civilisation au moins aussi ancienne que la nôtre, mais ayant accompli son évolution en dehors du régime propriétaire.

Léon Metschnikoff.

(1) Au Japon, l'on ne trouve pas de personnes ne sachant lire et écrire, bien que leur écriture soit bien plus difficile que la nôtre.

DE LA PROPRIÉTÉ

(Fin).

Certains esprits bourgeois, plus sincères peut-être, ou simplement plus malins, ont compris qu'on ne pouvait cependant se contenter de déclarer comme l'a fait naïvement le chef actuel du parti républicain français, « qu'il n'y a pas de question sociale. »

Ils ont reconnu que, ni au point de vue du fait brutal, ni au point de vue des prétendus principes sur lesquels s'appuient les prôneurs de la propriété individuelle, celle-ci ne donne satisfaction aux tendances démocratiques des sociétés issues de la Révolution commencée à la fin du siècle dernier.

Préoccupés de la situation antagonique actuelle, et dans l'espérance d'ajourner indéfiniment l'échéance du conflit que doit amener cette situation, ces sages ont cru pouvoir dépister le prolétariat, en lui indiquant la *coopération* comme étant sa vraie voie de salut. Certains d'entre eux, même, sont allés jusqu'à tracer le plan d'institutions de crédit au moyen desquelles les associations coopératives seraient mises à même de fonctionner et de se multiplier.

Si nous n'avions affaire qu'à quelques bourgeois plus ou moins sincères, préconisant la *coopération* comme moyen sérieux d'affranchissement pour les travailleurs, il ne nous paraîtrait point nécessaire de les désillusionner.

Mais, on ne saurait trop le redire, la plupart de ceux qui y poussent les ouvriers, ne se servent de l'idée que comme d'un dérivatif à la Révolution sociale qui les menace; d'autre part, beaucoup de prolétaires, faute d'y avoir suffisamment réfléchi, ayant donné dans le piège, il nous semble utile de replacer de nouveau sous les yeux de ceux-ci les déceptions sans nombre que leur ménage cette prétendue voie d'affranchissement *).

Nous nous garderons bien pour cela d'évoquer ici les causes secondaires, tirées de la non-réussite de ces sortes d'associations. Nous allons au contraire supposer que rien ne s'oppose à leur succès. Notre critique ne pourra qu'y gagner.

Quel est le but que poursuivent les travailleurs comme garantie réelle de leur affranchissement intégral ?

Se rendre maîtres de leurs instruments de travail, de façon à ne relever que d'eux-mêmes comme producteurs, en se subordonnant le capital qui, d'aide simple, est devenu leur absolu souverain. En un mot, abolir le salariat.

*) Bien que le citoyen Arthur Arnould ait déjà parlé de la coopération dans un précédent numéro de cette *Revue*, nous croyons bon d'y revenir encore, pour signaler quelques nouvelles objections omises par l'auteur : le sujet en est d'ailleurs inépuisable.

En second lieu, supprimer la concurrence désordonnée dont tout le poids retombe sur eux en tant que producteurs, par suite de l'abaissement des prix de main-d'œuvre, et, en tant que consommateurs, par suite du moins bon conditionnement des produits manufacturés: toute réduction du prix de vente étant forcément basée sur la diminution du prix de revient et sur l'adultération des matières employées.

Or, comment les associations coopératives, à supposer qu'elles se puissent établir, amèneraient-elles la suppression de cette concurrence désordonnée? Comment, placées dans des conditions économiques semblables, ne seraient-elles pas contraintes, de par la loi de l'offre et de la demande, qui règle seule les transactions, à subir à leur tour les effets inévitables de cette loi, sanctifiée par les économistes?

Forcées de limiter le nombre de leurs associés et, d'autre part, afin de satisfaire aux commandes, contraintes en même temps, pour les exécuter, de recourir à un supplément de main-d'œuvre, les associations ne seraient-elles pas amenées logiquement à s'adjoindre un certain nombre de *salariés*, auxquels il leur serait impossible d'accorder la moindre part des bénéfices de l'entreprise, dont ces *salariés* n'auraient point à courir les risques?

En quoi dès lors ces Associations, devant leurs *salariés* se différencieront-elles du patronat actuel? Sans doute et ainsi que ce fait s'est déjà produit, certaines de ces associations, par leur réussite, pourraient amener dans les rangs de la bourgeoisie quelques ouvriers plus habiles et plus heureux que leurs camarades. Mais en quoi le plus grand nombre des travailleurs s'en trouvera-t-il mieux? En quoi le plus grand nombre sera-t-il moins exploité qu'aujourd'hui? Comment le travail, sans lequel il ne peut vivre, lui sera-t-il plus garanti qu'à présent? Poser la question, n'est-ce pas la résoudre?

Notons d'ailleurs que nous avons commencé par écarter les obstacles qui s'opposent à la réussite des associations coopératives de production.

Cependant il faut bien aussi aborder ce côté de la question.

L'association de production coopérative, facile à réaliser peut-être dans certaines industries, dont l'outillage est peu coûteux, est-elle sérieusement possible dans la grande industrie, dont l'outillage devient de plus en plus colossal?

Si l'on peut admettre qu'à l'aide de durs sacrifices, un petit nombre de travailleurs puissent réunir le capital nécessaire pour créer quelques ateliers de menuiserie, de cordonnerie, de serrurerie, de tailleurs, de maçons même, peut-on supposer un seul instant que les travailleurs puissent prélever sur leur salaire presque toujours insuffisant, une épargne telle qu'ils puissent créer, par exemple, une entreprise semblable à celle du Creusot? Il ne paraît guère utile de discuter ici une hypothèse de ce genre, dont l'absurdité est évidente.

Pourtant, malgré son caractère absurde, supposons que par un véritable miracle, cette hypothèse soit devenue une réalité et que les travailleurs aient réalisé le capital voulu. Que feraient-ils de ce capital?

Ils proposeraient aux propriétaires actuels du Creusot de racheter l'usine? Mais si les propriétaires ne veulent pas vendre? Les travailleurs seront réduits alors à créer un outillage identique, faisant double emploi avec le premier et devant du même coup annuler la valeur du premier? Et de plus, comment suppléeront-ils à la matière première sur laquelle ils doivent opérer et qui leur manquera nécessairement? Le sol où ils installeront leur nouvelle usine ne réunira probablement pas les mêmes conditions de richesse houillère et ferrugineuse que possède l'usine du Creusot.

Qu'est-ce donc alors que cette donnée de l'association coopérative de production, dont la réussite est forcément subordonnée au nombre restreint de ses associés, et dont l'extension à la grande industrie ne ferait qu'augmenter le gâchis dans lequel nous patageons en ce moment? Qu'importent après cela les conceptions d'organisations de crédit prétendu gratuit, destinées, dit-on, à faciliter aux travailleurs l'acquisition de leurs instruments de travail?

Outre qu'on ne prête habituellement qu'à celui qui possède et qui peut offrir de réelles garanties de remboursement—ce qui est en somme très naturel, — en admettant, contre toute vraisemblance, que quelque St-Vincent de Paul de la Banque consentit à y risquer ses capitaux, à quoi servirait cette bonne volonté, sinon à augmenter de quelques unités le nombre actuel des conservateurs?

Que des admirateurs de l'ordre bourgeois, plus intelligents que les autres, aient aperçu la possibilité d'un tel résultat et continuent à prôner ce moyen de tous leurs efforts, nous comprenons leur calcul, assez habile, sinon très-honnête. Mais les travailleurs n'y doivent voir qu'une manœuvre de guerre ayant pour but de détourner leur attention du véritable but à atteindre.

Comme le rat du vieux La Fontaine, ils doivent dire :

« Ce bloc enfariné ne nous dit rien qui vaille.

Mais si la propriété individuelle, a, sous toutes formes et ainsi que nous venons de le voir, tendance à se collectiviser, il nous faut examiner le genre d'influence que, devenue collective elle peut exercer sur l'avenir du prolétariat, objet des préoccupations constantes des révolutionnaires socialistes.

Afin qu'on ne puisse nous taxer de parti pris, concernant la tendance actuelle de la propriété à se collectiviser, qu'il nous soit permis de mettre en cause encore une fois l'écrivain économiste précédemment cité, (toujours M. E. de Laveleye), dans l'ouvrage de qui nous lisons les lignes suivantes, page 29 :

« . . . Il suffit de jeter les regards autour de nous, pour voir que le principe de la collectivité nous envahit de tous côtés et menace l'indépendance de l'individu isolé. D'une part la société anonyme, puissance collective d'où la responsabilité est complètement bannie, s'empare non-seulement de toutes les grandes industries ; elle écrase même sous sa concurrence irrésistible les artisans et les petits com-

« marchands sur un terrain où ils semblaient inattaquables : la confection
« des vêtements, des chaussures, des meubles et la vente au détail.
« Les sociétés anonymes entreprennent tout et se multiplient de plus
« en plus. Bientôt tout le monde sera *actionnaire* ou *salaire* ; il n'y
« aura plus de place pour le petit chef d'industrie isolé, pour le tra-
« vailleur indépendant non associé. »

De l'aveu même de cet écrivain, chrétien et adversaire des socialistes révolutionnaires—il ne faut pas l'oublier—le prolétariat est donc placé devant cette alternative : ou retomber dans un nouveau servage, conséquence de la concentration des forces capitalistes entre les mains directrices des grandes entreprises de toute nature ; ou faire en sorte que la propriété revienne, en mode collectif, aux mains des travailleurs, c'est-à-dire à ceux qui la cultivent et en accroissent la valeur, par leur travail effectif et direct, assurant ainsi la véritable liberté : celle reposant sur l'égalité des conditions économiques pour tous les producteurs, au moyen de l'usage commun des instruments de travail.

La première de ces solutions rendues inévitables par la force même des choses, c'est la reconstitution, nous le répétons, d'une féodalité et d'un servage cent fois plus inexorable et plus impitoyable que celui du moyen-âge, puisqu'à l'oppression de ses maîtres *anonymes*, le travailleur verra s'ajouter l'épouvantable tyrannie de l'outil-machine, appelé à rendre son travail de plus en plus abrutissant. Transformé en véritable automate et sans initiative possible, il n'aura même plus la ressource, comme au moyen-âge, de donner à la matière qu'il façonnait le reflet de sa pensée. Plus inconscient que la machine elle-même, le travailleur n'aura plus à penser !

La machine, devenue son maître, commandera au seul bénéficiaire du capitaliste. Le travailleur devra lui obéir aveuglément sous peine de mort !

Qu'au contraire, la propriété des instruments de production ; que les produits naturels, éléments essentiels de leurs travaux, deviennent la propriété inaliénable et collective des travailleurs, c'est alors l'avènement de l'indépendance, définitivement assurée, de tous les membres du corps social. La Machine, au lieu d'être une cause de souffrances et de misères croissantes pour le plus grand nombre, devient pour tous ce qu'elle doit être :

Un moyen d'augmenter et d'améliorer en même temps la masse de production, tout en laissant plus de loisirs aux travailleurs, au profit de leur développement intellectuel. C'est la vie pour tous dans son entier épanouissement.

C'est enfin la Révolution devenue une vérité !

L'individu, librement associé au groupe travailleur de sa profession, se meut cette fois avec une complète indépendance et non aux dépens de son existence, dans le milieu qu'il s'est choisi. Il en est de même du groupe dans la commune et de celle-ci dans la Fédération. Partout l'autonomie et partout aussi la solidarité, remplacent l'oppression et l'exploitation de l'homme par l'homme. La production, désormais réglée et dirigée par les besoins des producteurs, et non plus par le

seul caprice ou par les seuls intérêts de quelques-uns au détriment de tous, est délivrée de tous les fléaux qui la grèvent et la dénaturent de nos jours. La concurrence imbécile et immorale que se font entre eux les capitalistes, aux doubles dépens du producteur et du consommateur ; cette concurrence si chère aux économistes bourgeois et qui permet de pêcher en eau trouble, fait place à l'émulation du bien-faire et à la recherche des moyens d'améliorer la qualité des matières employées.

Enfin, l'augmentation des produits agricoles, loin d'être pour l'industrie rurale une cause de ruine, ainsi qu'il arrive si souvent, grâce aux heureux effets de la prétendue loi de l'offre et de la demande, qui règne seule à cette heure sur le marché, cette augmentation sera au contraire pour tous, producteurs et consommateurs, une cause de bien-être et d'harmonie réelle *).

Mais dira-t-on, peut-être, comment se fera le passage du mode actuel de propriété en mode de propriété collective ?

A cela et pour terminer, nous répondrons que n'étant pas dans le secret de l'avenir, il ne nous est pas possible de préciser la solution de cette question. Tout dépendra des circonstances dans lesquelles s'effectuera ce changement et de l'intelligence qu'y apporteront les parties intéressées.

Que feront les détenteurs actuels des instruments de travail ? Consentiront-ils à fournir au prolétariat la possibilité de devenir propriétaire de ces instruments, au moyen de contrats de rachat qui permettraient de transformer sans secousse trop violente les conditions sociales actuelles ? — C'est aux possesseurs à y réfléchir en temps utile.

En tous cas ils sont avertis depuis longtemps déjà, non seulement par ceux qu'il leur convient d'appeler dédaigneusement des mécontents, des esprits fâcheux, des piliers d'estaminets enfin, mais par les faits, devenus d'une telle évidence, que les avertissements leur sont donnés maintenant de la part même des écrivains et des penseurs de leurs propres journaux — C'est de leurs rangs que part l'aveu de l'inévitable crise.

Nous n'avons quant à nous d'autre conclusion à tirer que celle-ci :

Où la propriété se transformera au bénéfice de tous et la démocratie sera une réalité, ou elle deviendra l'apanage de quelques privilégiés au détriment de la presque totalité, réduite en servage industriel, et la Révolution, tant prônée par les républicains plus ou moins radicaux, n'aura été qu'une ironique et sanglante illusion.

Il dépend du prolétariat qu'il n'en soit pas ainsi.

Heureusement, un juste sentiment de révolte se manifeste de plus en plus parmi les travailleurs. La « Libre Amérique » elle-même en est imprégnée. Le monde entier protestera bientôt énergiquement contre

*) Qui ne sait que les récoltes trop abondantes, en vins et en céréales notamment, sont généralement une cause de ruine pour les petits cultivateurs, dans l'état économique actuel ?

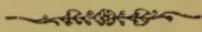
une situation économique dans laquelle la violence et la fraude légalisées tiennent lieu de justice.

Malgré la cupidité des capitalistes ; malgré la prétendue science des économistes officiels — grands-Prêtres de la propriété individuelle, la Révolution sociale substituera à celle-ci la Propriété collective.

Aussi, après avoir rappelé les principaux arguments qui infirment le caractère prétendu sacré de la Propriété, dans sa forme actuelle, et indiqué pour quels motifs il est légitime de la détruire, nous pensons qu'il sera peut-être intéressant de faire connaître comment, selon nous, la propriété collective pourra s'accorder avec le besoin de liberté dont la satisfaction est le but vers lequel tendent les efforts de tous.

C'est ce que nous tenterons de faire dans la seconde partie de cette étude, sous le titre d'*Essai de comptabilité sociale*.

G. Lefrançais.



LES PAYSANS RUSSO-UKRAÏNIENS

sous les libéraux hongrois

(Suite).

Notre intention est de jeter un coup d'œil rapide sur l'Europe orientale et de fixer particulièrement l'attention de nos lecteurs sur un petit coin de ce vaste espace et sur les curieux phénomènes de la vie sociale qui s'y produisent. Ce petit coin, c'est la partie orientale de la Hongrie, c'est à dire les Bereg, Marmaros, Ugosca, Ung, et des Comtés de Saros, Zemplin etc. etc., où la majeure partie de la population appartient à la race slave, branche russe, nationalité ukrainienne ou petite-russienne.

Depuis deux siècles, l'occident de l'Europe a perdu de vue cette nationalité dont un français sagace traçait le vivant tableau vers le milieu du XVII^e siècle sous ce titre : *Description d'Ukraine, qui sont plusieurs provinces du royaume de Pologne, contenues depuis les confins de la Moscovie jusques aux limites de la Transylvanie, ensemble leurs mœurs, façon de vivre et de faire la guerre* *).

Dans ces dernières années la publication des recueils de chants et de contes populaires ukrainiens a ramené l'attention des savants au moins sur cette nationalité, surtout en France, en Italie, en Angleterre et en Allemagne.

*) Rouen, 1650, in-4° par le sieur de Beauplan.

Le travail le plus complet qui ait été fait sur cet intéressant sujet est dû à la plume d'un professeur français, M. Alfred Rambaud, qui a consacré la quatrième partie de son livre, *la Russie épique*, (Paris 1876) à *l'épopée petite-russienne*, c'est-à-dire au récit des luttes du peuple ukrainien contre les Tartares et les Tures, d'un côté et contre les Polonais de l'autre, luttes qui remplissent le XVI^e et le XVII^e siècle et qui dépassent par leur valeur historique et sociale les mouvements des paysans de France au XIV^e siècle et d'Allemagne au XVI^e.

« Dans ces contes et ces simples récits mieux encore que dans les chansons épiques, dit M. Rambaud à propos d'un recueil récemment paru des contes populaires du pays, on peut se faire une idée du caractère petit-russien, de cet esprit tantôt gai et malicieux comme un conte de pope ou de popesse, tantôt sombre comme une histoire de revenant, *passionnée pour la revendication de la liberté et de la justice contre les seigneurs*, reflétant dans sa variété infinie la fantaisie rêveuse de l'Allemagne, la vivacité des peuples méridionaux, la mélancolie humoristique des Grands-Russes, et malgré tout conservant son originalité propre, car la Petite-Russie se distingue et de la Russie, et de l'Allemagne, et de la Hongrie et des Slaves du Sud, faisant à tous des emprunts et rendant sien tout ce qu'elle emprunte » *).

Dans son livre, *la Russie épique*, M. Rambaud donne la traduction d'une chanson populaire ukrainienne qu'il appelle *la Marseillaise rustique des campagnes de l'Ukraine* :

« Dans le monde il n'est point de justice, on n'en trouvera point. La justice vit sous les lois de l'injustice. Aujourd'hui la justice est en prison chez les *pans* (les seigneurs). L'injustice est assise à son aise avec les *pans* dans la salle d'honneur..... La justice est foulée aux pieds par les *pans*; mais on verse à l'injustice l'hydromel dans les coupes. »

Il nous serait facile, si le cadre de cette *Revue* nous le permettait, de citer tel proverbe, tel chant, tel écrit populaire conservé dans la mémoire illettrée du paysan ukrainien, qui montre jusqu'à quel point il est pénétré de cette idée que *tout ce qui est au dessus de lui ne se nourrit, ne s'habille que par son travail*. Et si, dans l'Europe orientale, il existe un pays où les idées du socialisme moderne fassent, pour ainsi dire, corps avec les réminiscences historiques, avec les aspirations incessantes du paysan, ce pays, c'est l'Ukraine.

L'Ukraine occupe sur la carte d'Europe une place aussi considérable que la France. Elle s'étend des sources du Dounau, affluent de la Vistule, de l'Ung et de la Tisza, affluents du Danube, jusqu'aux sources du Don en Russie, des bords du Niemen, entre la Pologne et la Lithuanie, jusqu'aux bords de la mer Noire.

La population rustique de ce vaste pays appartient à la nationalité ukrainienne : quant à la totalité, il est bien difficile de donner des

*) *La Petite-Russie, traditions, récits, œuvres d'art populaires* Revue politique et littéraire, 1876, n° 26.

chiffres précis, parce que les statistiques que nous avons sous la main sont des statistiques officielles faites par des États non-ukraïniens (Moscovite en Russie, Polonais-Allemand en Galicie, Roumano-allemand en Bukovine, Magyar en Hongrie) et par suite, des statistiques que nous pouvons soupçonner d'avoir plutôt diminué qu'augmenté le chiffre des Ukraïniens. Mais, grâce au système de recrutement qui existait encore il y a quelques années en Russie, et d'après lequel le service *était seulement obligatoire pour les classes inférieures*, nous pouvons avoir quelques données positives sur la question. Car il ne faut pas perdre de vue que c'est justement *dans les classes inférieures* que la race ukraïtienne s'est conservée de la manière la plus pure. Or, d'après les calculs faits par le statisticien militaire russe, M. Rittich, il y a en Russie au moins quatorze millions et demi de Petits-Russiens ou Ukraïniens. Les Ukraïniens d'Autriche occupent la plus grande partie de la province nommée officiellement le royaume de Galicie et Lodomérie à l'Orient du fleuve San, la partie occidentale de la Bukovine, les confins de la Hongrie, et sont au nombre d'environ trois ou quatre millions.

Avant de passer à l'étude de l'état social de la population ukraïtienne en Hongrie, nous avons encore quelques mots à dire sur les diverses dénominations qu'elle a prises dans l'histoire.

Tous les savants qui ont étudié les langues et l'ethnographie slaves sont en général d'accord que le groupe oriental des Slaves, ou groupe russe, se subdivise en trois groupes dont les noms ont varié suivant les sorts historiques des pays, les mouvements des frontières etc. etc. Pour désigner ces trois groupes, on emploie le plus souvent les expressions suivantes : la grande Russie, la Russie-Blanche, la Petite-Russie ou l'Ukraine.

C'est la Petite-Russie qui, avec sa capitale Kiew, fut jadis—du IX^e au XII^e siècle—le centre de la fédération des villes libres russes. Ces villes libres avaient des princes élus dans les assemblées populaires (*vietché* *), toujours responsables et révocables.

Cette *Russie par excellence* fut dévastée au XIII^e siècle par les Tatares, subjuguée au XIV^e par les princes lithuaniens et soumise au joug féodal. Depuis elle a perdu l'avantage ou le désavantage, comme on voudra, d'avoir un état national avec toutes ses conséquences : clergé, aristocratie, bourgeoisie nationaux.

En 1569, elle se trouve réunie à la couronne de Pologne par le fait de la noblesse féodale russo-lithuanienne. Sous la domination de la Pologne aristocratique, tout ce qui restait de l'aristocratie petite-russienne se fit Polonais, et la bourgeoisie nationale fut en grande partie remplacée par des colons juifs, arméniens etc. etc. Le pays, toujours menacé par les incursions des Tatares et des Turcs, prend alors une nouvelle face. Sur les bords du Dnieper, du Bog et du Dniester se forment les associations et les communes libres des Cosaques ukraïniens, vivant de la pêche et de la guerre. Bientôt ces communes

*) Du mot *vietchtchati*, parler, parlement.

durent entrer en lutte avec l'état aristocratique polonais. Cette lutte, d'essence absolument sociale au fond, fut compliquée aussitôt d'éléments religieux par suite de l'intervention des jésuites, qui avaient rêvé de convertir par la force les populations russes à l'obéissance au pontife de Rome (1595).

Cette complication fut la cause principale de l'union des Cosaques ukraïniens, sous leur chef Bohcard Khmelnitzki — le Cromwell russe, comme le nomme un contemporain français *) avec l'État moscovite, dont les tzars, correligionnaires des Cosaques, s'obligèrent en retour (1654) à protéger la religion et les libertés. De ces obligations, les tzars ne tinrent naturellement que la première. C'est alors que l'État moscovite prit le nom d'Empire de toutes les Russies. Ce qui restait de la Petite-Russie aux mains des Polonais est venu aux mains des tzars, un siècle plus tard, au moment des trois partages de la Pologne, dont le premier donna à l'Autriche la province Russo-Ukraïnienne de Galicie et Lodomélie. Inutile de dire que dans les provinces demeurées sous la domination polonaise, les relations sociales et nationales restèrent les mêmes que celles contre lesquelles les Cosaques s'étaient révoltés. Les réformes superficielles introduites par les gouvernements autrichien (17—1848) et la Russie (1861—1863) n'ont rien changé au fond des choses.

Dans la partie de la Petite-Russie affranchie de la domination polonaise par les cosaques et qui passa sous celle des tzars, la masse du peuple fut transformée en serfs et l'aristocratie indigène, sortie des familles des chefs cosaques, devint une noblesse russe à la moscovite. Les terres libres lui furent distribuées ainsi qu'aux employés venus de Moscou. Ainsi de nouveau la Petite-Russie se trouva soumise à une aristocratie et à une bourgeoisie étrangères, et privée de toute liberté politique dans le vaste empire des tzars absolus.

Cette dernière liberté, le gouvernement Austro-Hongrois (1860-1867) l'a rendue à tous les peuples de l'empire, sans oublier les Ukraïniens, mais dans des conditions sociales telles, que la jouissance en est, pour le paysan ukraïmien, tout à fait illusoire.

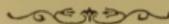
Par cet aperçu rapide de l'histoire de la nationalité ukraïnienne, le lecteur peut se convaincre que nous n'exagérons rien en disant qu'elle nous offre l'exemple d'une population de 17 à 18 millions d'habitants essentiellement *rustique, travailleuse, démocratique et décentralisatrice*, plutôt sans doute par ses tendances et ses instincts que par théorie. Ces populations aussi sont chrétiennes, si on les examine superficiellement, mais, d'après les passages que nous avons cités du livre de M. Rambaud, la vraie caractéristique de cette race, c'est l'*ironie* et le *rationalisme*, qui ne demandent que le secours et l'appui de la science pour porter leurs fruits et débarrasser ce peuple de son passé religieux et féodal.

*) Pierre Chevalier.—Histoire de la guerre des Cosaques contre la Pologne avec un discours de leur origine, pays, mœurs, gouvernement et religion et un contre des Tartares Pérécopites (Paris—1663).

Une chose à noter encore et qui apparaît très-nette après un premier examen, c'est que les diverses institutions créées par les régimes féodaux, aristocratiques, cléricaux, bureaucratiques et bourgeois, sont sans utilité pour le paysan travailleur et lui sont, au contraire, dommageables. Dans la Hongrie orientale, en effet, tous ce qui est au-dessus du paysan n'est que la sangsue qui le suce sans lui rendre même ce que, dans d'autres pays, les couches sociales supérieures et les institutions analogues lui rendent bon gré mal gré.

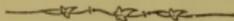
Michel Dragomanow.

(A suivre.)



Nous avons à nous excuser auprès de nos lecteurs. En acceptant dans la Tribune libre de notre 2^e livraison l'article ducitoyen Razoua en réponse à un passage de *l'Histoire de la Commune* par le citoyen Lis-sagara y, nous ouvrions la porte aux discussion personnelles. Nous croyons agir conformément au vœu de nos abonnés en ne nous laissant pas entraîner plus loin dans cette direction : c'est à l'étude des questions sociales que nous devons consacrer notre *Revue* et non à des échanges de lettres sur un détail de l'histoire, où les personnes sont plus en jeu que les principes. Nous mêmes nous n'avons point à prendre parti pour tel ou tel des acteurs de la Commune, toute en désirant que la lumière se fasse sur les hommes qui ont pris part à ce grand mouvement révolutionnaire, n'oublions que notre devoir est surtout de regarder en avant et de préparer de nouveaux combattants pour une lutte nouvelle et plus heureuse.

LE COMITÉ DE RÉDACTION.



CORRESPONDANCES

PATRAS

Nous vous avons promis de vous envoyer la traduction de l'article sur la « question d'Orient » que nous avons publié dans le premier numéro du journal socialiste *Elliniki Dimocratiki* et qui nous a valu outre la saisie du journal l'arrestation des rédacteurs, nous venons tenir notre promesse. Malheureusement nous ne pouvons rendre l'ironie mordante de cet article écrit en style populaire et c'est vraiment dommage, car l'article ainsi transformé perd beaucoup de sa valeur. Enfin le voici tel qu'il nous est possible de vous le donner :

« La question d'Orient, comme toutes les questions de nationalité, ne sert qu'aux diplomates et aux riches. Quand règne la « paix » ces gens s'amuse sur le dos du peuple avec cette question discutée sans trêve ni fin. Puis lorsqu'ils ont intérêt à faire la guerre ils nous aiguillonnent pour

nous pousser à nous entre-tuer à leur profit. Le tzar et son entourage ont déclaré vouloir affranchir les Slaves. Mais n'est-ce pas une dérision! Est-ce que si ces gens aimaient vraiment la liberté ils n'affranchiraient pas tout d'abord les quarante millions de Russes qu'ils oppriment dans leur pays?

Pour bien comprendre leur amour de la liberté, il suffit de savoir que tous ceux qui en Russie ont le courage de tenter quoique ce soit pour l'affranchissement de ce malheureux peuple sont envoyés en Sibérie, où ils sont enterrés vivants, sans autre espoir que la mort! L'affranchissement pour eux c'est la mort, imaginez-vous maintenant ce que c'est que leur vie!

Cela n'empêche pas le tzar de se proclamer « libérateur, » aux applaudissements des classes possédantes. Et les gouvernements et les gens riches dont ils sont les soutiens, se gardent bien de contester cette affirmation de « l'auguste empereur » parce qu'eux-mêmes tiennent le même langage et agissent de même avec le peuple.

Que leur importe en effet? Lorsque leur intérêt les poussera à contredire le tzar et à lui déclarer la guerre, qui donc ira se battre? Iront-ils eux-mêmes à la mort? Non pas! Mais les pauvres gens!

De l'autre côté les pachas engagent les Turcs à combattre pour l'Alcoran, ils invoquent Mahomet, ils abusent de leur fanatisme, et ces malheureux qui ne se doutent même pas du scepticisme de leurs maîtres, qui ne croient qu'à l'argent qu'ils extorquent au peuple, vont tuer et se faire tuer.

Mais sans parler de la Russie ni de la Turquie, examinons nos propres affaires et notre propre pays.

Pour pouvoir bien comprendre quel est notre intérêt dans la question d'Orient et par conséquent comment il faudrait agir, nous devons avant tout fermer nos oreilles aux paroles attrayantes de ceux qui veulent nous tromper. Nous devons refuser d'entendre quand ces hommes nous parlent de *nationalité*, de *sacrifice*, d'*abnégation*, parce que les traîtres ne croient à rien de ce qu'ils disent. Ils nous parlent ce langage parce qu'il est de leur intérêt de nous avoir pour esclaves. Les événements de 1821 en sont la preuve. Alors les bourgeois du temps criaient qu'il fallait combattre pour la *foi* et pour la *patrie*, mais ils combattaient pour leurs intérêts. Et de ceux qui ont lutté avec sincérité et un véritable amour de la patrie, la plupart sont restés sur les champs de bataille, et leurs enfants, comme vous le savez tous, n'ont pas de pain à manger!

Souvenez-vous de 1854 et de la révolution de la Crète. Pendant que le peuple versait son sang pour la liberté les grands phraseurs patriotes reposaient dans leurs palais, d'autres voyageaient en Europe et y mangeaient à leur aise le produit de notre travail, d'autres prêtaient à 30 pour cent et criaient *foi* et *patrie*!

Que demandent donc ces gens? La guerre? S'ils veulent la guerre qu'ils nous en montrent la route en marchant les premiers. Mais ils ne la veulent que pour nous exterminer et avoir moins d'obstacles à briser dans leur vie d'exploitation et de rapine. Fermez donc vos oreilles aux paroles d'encouragement qu'ils vous adressent et donnez toute votre attention à la réalité. Il faut comprendre que ceux qui nous parlent de la liberté de nos frères ne cherchent autre chose que d'en faire des esclaves. Ils ne cherchent qu'à se nourrir à nos frais et à nous maintenir dans notre insupportable situation.

Ces hommes ont de quoi nourrir leurs enfants, ils peuvent les faire instruire, tandis que nous sommes obligés de mettre nos enfants au travail

dès l'âge de sept ans où ils perdent ainsi leur jeunesse en travaillant nuit et jour. Qu'importe, pourvu que nos enfants soient en état de les nourrir ou de leur servir de soldats!

Les médecins trouvent que les fils de bourgeois sont trop faibles pour la guerre, et si quelquefois on les trouve valides il ne leur en coûte que cinq cents francs pour se libérer. Payez comme nous, nous disent-ils? Que voilà un bon conseil! Mais comment payer? D'ailleurs ces fils de bourgeois sont toujours assez solides quand ils entrent à l'Ecole militaire pour devenir des officiers.

Qu'importe aux riches si pendant l'hiver nous souffrons du froid et n'avons pas de quoi manger! Ils vont au théâtre ou au bal et leurs ventres sont pleins à crever.

Que leur importe le peuple, l'intérêt est en hausse, les ouvriers travaillent pour eux, les cultivateurs sèment les champs, les bergers apportent le beurre et la viande, l'Europe leur envoie ses articles de luxe et nous, nous les payons, Voilà la vérité!

Il y a quelque temps ils nous conseillaient de rester tranquilles, ils nous engageaient à faire alliance avec la Turquie et demandaient à l'Europe de « délivrer » nos frères. Cela les empêchait-il de dissiper follement les millions arrachés au rude labeur du peuple?

Aujourd'hui ils changent de masque. Ils nous disent que nous devons faire la guerre à la Turquie; mais le prix du pain augmente, le travail est arrêté et ils ferment leurs coffres-forts. Si les pauvres n'ont pas de pain qu'ils meurent.

Apprenons aussi que les Turcs ne sont pas seulement en Thessalie, en Epire, en Macédoine et en Thrace, mais qu'il y en a chez nous et qu'il nous faut commencer la lutte ici même pour résoudre la question d'Orient. C'est pour cela que nous avons fondé *Le Dimocraticos syllogos de Patras*, et nous invitons tous ceux qui désirent la vraie solution de la question d'Orient à travailler avec nous. »

G.

LEIPZIG

Quand l'homme réussit à transformer un animal sauvage en animal domestique, il lui fait perdre en même temps jusqu'à l'instinct de la liberté et ce dernier ne peut plus vivre sans maître. Cela n'a rien d'étonnant; l'animal ne se rend pas compte du passé et n'apprécie pas le présent en dehors des limites de sa cour ou de son écurie. Mais ce qu'il est plus difficile de comprendre, c'est que l'homme, cet animal arrivé par une série de transformations à un degré relativement supérieur d'intelligence, soit de beaucoup au-dessous de l'animal sauvage dont nous parlions tout à l'heure quant à la connaissance de la liberté. En voici un exemple frappant. Que voyons-nous, en effet? Des carnassiers civilisés qui ont réussi à dompter leurs victimes à un tel degré d'obéissance que ces dernières, c'est-à-dire l'immense majorité des hommes, ne peuvent pas s'imaginer la liberté autrement que sous le contrôle d'un ou de plusieurs maîtres. Si cette aberration est commune à presque tous les peuples, elle est plus profonde encore en Allemagne. Là la démocratie-socialiste ne peut même pas entrevoir la possibilité d'une confiscation générale directe des instruments de travail par les groupes ouvriers!

Le peuple allemand, élevé sous la pression de la servitude, ne peut comprendre une organisation vraiment populaire fondée exclusivement par le libre contrat des individus, des groupes, etc. Non, un Etat populaire (*Volkstaat*), un bâton dans les mains de gouverneurs socialistes, voilà

ce qui est selon lui l'unique moyen pour réaliser la liberté et l'égalité sur la terre !

Mais regardez comment agissent ces futurs gouverneurs, aujourd'hui que leur Etat est encore embryonnaire et quand eux-mêmes sont encore poursuivis par leurs adversaires, les Guillaume, les Bismark, etc. Regardez-les à l'œuvre et vous pourrez facilement vous faire une idée des garanties de liberté qui pourraient exister dans leur Etat idéal.

Nous avons lu à diverses reprises dans l'*Arbeiter-Zeitung* (journal des ouvriers), l'organe des socialistes-révolutionnaires en Suisse, des correspondances d'Allemagne contenant certaines critiques relatives à la démoralisation qui a commencé de se produire parmi les meneurs du parti allemand et dont nous avons déjà parlé dans de précédentes correspondances. Cette *indiscrétion* a mis en fureur tous les dignitaires de cet Etat *in spe*. Heureusement, ou malheureusement, ces candidats à la législature et à la direction de l'Etat populaire (!) n'ont encore ni prisons ni bureaux pour mettre à la raison (d'Etat!) les récalcitrants, les clairvoyants, les sincères. Comment poursuivre ces hérétiques ? Comment ? vous allez l'apprendre :

Un citoyen russe, ayant été soupçonné de distribuer des exemplaires de l'*Arbeiter-Zeitung* parmi les socialistes allemands et par suite d'avoir écrit quelques correspondances pour ce journal, nous vîmes paraître dans le *Worwärts* (En avant) une note dont le contenu est à peu près le suivant : « Si vous ne cessez pas de faire de l'opposition Bakouniste, etc., nous allons publier votre lettre à Liebknecht, qui est très compromettante pour vous. »

En effet, cette lettre pouvait devenir compromettante pour l'accusé... vis-à-vis du gouvernement russe ; elle pouvait l'amener dès son retour en Russie dans les casemates de St-Petersbourg.

Il a été prouvé par la suite que les correspondances de l'*Arbeiter-Zeitung* étaient envoyées par un socialiste allemand, qui s'était hélas ! infecté des doctrines de l'hérésie anarchique. Mais ce citoyen ne pouvait habiter que secrètement l'Allemagne. Eh bien ! comme il fallait absolument le rendre... inoffensif, quatre assemblées furent successivement convoquées dans notre ville sous prétexte de compte-rendu du Congrès de Gotha. Dans aucune de ces réunions il ne fut question du Congrès ; la seule, l'unique question, la grande affaire en un mot, celle qui préoccupait les promoteurs de ces réunions c'était la *déconsidération* (!) du correspondant coupable de l'*Arbeiter-Zeitung*. Le caractère de la discussion est très bien indiqué par les paroles suivantes, que prononce un député ouvrier :

« Vous voyez là (ici l'orateur désigne du doigt un membre de l'assemblée), un individu qui se nomme X... Qui est-il ? Peut-être n'est-il pas celui pour lequel il se fait passer ; et il se permet de distribuer l'*Arbeiter-Zeitung*, un journal anarchiste, dans nos assemblées, sous nos yeux, il y envoie des correspondances, il a été à Gotha pour faire un compte-rendu de notre Congrès. Qu'est-ce qui lui a payé le voyage ? ou bien c'est l'*Arbeiter-Zeitung* ou bien le gouvernement. Peut-être est-ce un mouchard ? Dans tous les cas, c'est un homme nuisible et il est de notre devoir de nous en débarrasser en l'expulsant de nos assemblées. »

Quoique sachant très bien dans quelle situation illégale se trouvait ce citoyen, l'État-major du parti insistait spécialement sur ce fait, qu'il n'avait pas déclaré son séjour à la police et que par conséquent on ne savait qui il était.

Il veut répondre, on lui coupe la parole, les protestations qu'il adresse à l'assemblée au nom de la liberté de la parole, au nom de la tolérance

d'idées que l'on accorde dans les assemblées socialistes aux libéraux eux-mêmes sont vite étouffées par quelques meneurs, on lui interdit même pour l'avenir l'entrée dans les assemblées publiques !

Quelques jours après, dans une réunion, un citoyen socialiste pose la question suivante : Peut-on tolérer dans le parti un membre qui ne partage pas entièrement son programme ? Le citoyen Motteler, député au Reichstag, lui répond affirmativement. Pour quelle raison, reprend alors l'indiscret questionneur, a-t-on donc expulsé du parti un socialiste anarchiste ? Il attend encore la réponse.

Des dénonciations indirectes, d'impudentes violations du droit de discussion, l'expulsion des assemblées, voilà les moyens qu'emploient les représentants de cet Etat en herbe pour combattre les idées nouvelles.

Il y a quelques semaines plusieurs dissidents ont jeté dans le *Fragen Kasten* (boîte aux questions) qui existe dans chaque réunion socialiste de notre ville quelques questions d'un caractère délicat. Immédiatement après en avoir eu connaissance le citoyen Motteler fit la proposition qu'à l'avenir de pareilles questions devaient être signées par leurs auteurs, ajoutant que dans le cas contraire elles ne soient pas discutées. Telle est la tactique de cet Etat embryonnaire en face du courant naissant dans le parti démocratique socialiste. Cette attitude réactionnaire de l'aristocratie socialiste peut égarer les membres du parti pendant quelque temps encore, mais il ne fait plus de doute pour moi que les craintes des meneurs du parti ne se réalisent bientôt, car la démoralisation se développe parmi eux avec rapidité.

Dans le nombre des symptômes précurseurs d'une tendance plus révolutionnaire en Allemagne, un des plus importants est la propagande du *Privat docent* (professeur libre) de l'Université de Berlin *Dühring*. Il y a plusieurs années déjà qu'il dénonçait la contradiction existant entre les idées gouvernementalistes de la démocratie socialiste allemande et les idées de liberté. Pour ce crime il fut l'objet de persécutions acharnées. Le *Vorwärts*, qui n'accepta pas un seul article sympathique à *Dühring* ou à ses idées, imprimait dernièrement durant six mois une longue et diffuse réfutation, aussi peu sérieuse qu'illisible d'Engels (elle n'est pas encore terminée), dans laquelle on déclare que *Dühring* n'est qu'un charlatan, etc. La maîtrise de l'Université de Berlin qui possède plus de force matérielle et tout aussi peu d'intelligence dans la lutte contre l'hérésie, a tout simplement expulsé le professeur de sa chaire à l'Université.

On a raconté que *Dühring* vieux et aveugle se réjouissait à sa façon du nouveau coup qui le frappe. « Dans le *Volkstaat*, » dit-il, « mon sort eût été pis. Qui sait ? on m'eût peut-être guillotiné. »

Son expulsion de l'Université a soulevé une telle tempête d'indignation parmi les étudiants les plus intelligents que les meneurs du parti socialiste démocratique ont été forcés d'adhérer à la protestation générale de la jeunesse bourgeoise contre la violation du droit de libre enseignement.

Nous espérons que les persécutions dont est victime ce courageux vieillard ne seront pas sans fruits pour la pénétration dans les masses de l'hérésie dont il s'est fait le défenseur convaincu : c'est-à-dire l'idée de la destruction de l'Etat et de l'organisation libre des hommes.

Pour terminer cette correspondance, permettez-moi de vous citer un fait caractéristique qui se produit au milieu même du parti socialiste-démocratique.

Il se publie à Munich un journal socialiste quotidien le *Zeitgeist* (l'Esprit du temps), qui a pour programme : la libre fédération des groupes,

des Communes, et qui tout en exposant les idées étatistes des uns et anti-autoritaires des autres se déclare partisan des idées anti-étatistes. Si les meneurs du parti sont restés jusque maintenant en relations pacifiques avec cet organe, c'est probablement parce que dans les questions de tactique ses rédacteurs sont restés sur le même terrain que les membres du parti socialiste-démocratique. Mais peut-on demander aux partisans de nouveaux principes de tirer dès le début toutes les conséquences pratiques qui découlent de ces idées neuves encore ? C'est pourquoi sans doute la rédaction du *Zeitgeist* ne remarque pas encore ou ne paraît pas remarquer que la tactique parlementaire paralysera inévitablement sa propagande de principe contre l'organisation établie. La propagande législative est tout à fait conforme au but poursuivi par les meneurs du parti qui est de s'emparer à un moment donné du pouvoir — et nous voyons par ce moyen devenir populaires les hommes qui semblent destinés à remplacer les membres du gouvernement actuel et qui auront charge de *faire le bonheur du peuple*. Mais les rédacteurs du *Zeitgeist* auraient tort de ne pas comprendre qu'une pareille tactique est d'autant plus nuisible qu'elle empêche de pénétrer dans les masses l'idée essentielle que la Révolution sociale ne peut être que l'œuvre du peuple lui-même. En rechercher la réalisation par l'intervention d'un pouvoir gouvernemental ou législatif, c'est créer des obstacles à la Révolution, en retarder l'éclosion et détourner de leur vrai but tous les événements, tous les sacrifices que le peuple n'a jamais marchandés aux actes, aux mouvements qui se produisent pour donner satisfaction à ses aspirations,

Peut-être la rédaction voit-elle la contradiction mais hésite-t-elle à engager la lutte avec un parti si fortement organisé ?

Je serais curieux de savoir si au prochain congrès universel des socialistes la Bavière aura un délégué spécial, proclamant les idées fédéralistes des groupes socialistes de ce pays, ou bien si le délégué officiel, dont la nomination est laissée au Comité central, parlera au nom des deux idées en présence ou seulement au nom de l'idée centralisatrice, qui obtient encore l'adhésion de la majorité dans le parti.

Tels sont les symptômes qui nous permettent d'espérer la création, dans un avenir prochain, d'un parti socialiste anarchiste en Allemagne.

Cette création est favorisée par l'aveuglement du gouvernement impérial qui poursuit l'organisation actuelle du parti, démontrant ainsi aux éléments actifs qu'il contient l'impossibilité de se maintenir sur le terrain légal, elle est aussi favorisée par la démoralisation toujours croissante des meneurs du parti ; leurs tendances ultral-égales et parlementaires sont arrivées à un tel degré que le *Vorwärts* déclare que les participants à la démonstration de N. D. de Kasan sont des « comédiens » et ceux de Bénévent des « brigands » pour prouver au gouvernement et à la classe privilégiée son amour de l'ordre et de la légalité. S.

MOSCOU

Ainsi que je l'ai déjà dit dans ma précédente correspondance, l'immense majorité des producteurs russes se compose d'agriculteurs. Tout le monde sait que notre gouvernement est une monarchie despotique et absolue et que toutes les affaires sont régies par le Tzar qui n'est lui-même qu'un grand propriétaire foncier à la tête d'un grand troupeau d'autres propriétaires fonciers et d'une aristocratie bureaucratique. Ces deux traits spéciaux de notre situation donnent à notre propagande et à nos luttes un

caractère particulier. Il va de soi qu'au milieu d'une population presque exclusivement agricole, la question par excellence, celle qui passionne la masse des intéressés et des privilégiés est la question de la possession de la terre.

Dans cette question tous les socialistes russes se sont fait un devoir de prendre la défense de la propriété collective. Certes, si nous admettons la propriété collective, ce n'est pas que nous voulions défendre à tout prix les traditions du passé ; ce n'est pas que nous la considérons comme un produit original des institutions historiques du peuple russe, ou plutôt de la Grande Russie, comme le supposent les Slavophiles. Non, ce qui est précieux pour nous dans la commune agricole, c'est la négation du droit exclusif de la propriété du sol. L'idée populaire, que le travail personnel donne seul droit à la jouissance du sol, considéré comme instrument de travail ; que l'achat ou l'acapement de la terre par un plus ou moins grand nombre d'individus constitue une violation du plus sacré des droits naturels de l'humanité, que la culture du sol par des salariés en faveur d'oisifs est une indignité et un crime nous compte au nombre de ses partisans. Nous sommes pour la propriété collective, parce qu'avec elle pas un des membres de la Commune ne peut être privé du droit à la terre.

Selon nous, la propriété collective, telle qu'elle existe actuellement en Russie, est la première étape vers une jouissance collective du sol, plus complète et plus parfaite qui ne se réalisera qu'après une confiscation générale au profit de tous et par l'abolition de toute propriété individuelle. Cette confiscation sera le premier pas de la Révolution russe.

La Commune n'est que le berceau duquel sortira le développement, sur des bases nouvelles, des libres groupes de producteurs.

C'est placé sur le solide terrain de sa Commune que le peuple russe a combattu pendant toute son histoire les éléments de l'Etat auquel il est resté étranger.

L'Etat nous a été apporté avec l'invasion des Mongols, il a fondé sur le sol des Fédérations, des Républiques libres et complètement autonomes une monarchie asiatique. Pour éviter cette nouvelle invasion, beaucoup s'enfuirent dans les steppes et dans la Sibérie. — Là furent fondées de libres Communes !

Tantôt sous forme de colonies libres au fond des forêts vierges de la Sibérie, tantôt sous forme de Communes de Cosaques à demi militaires et à demi civiles dans des vallées inaccessibles, la protestation contre le nouvel ordre de choses s'affirmait énergiquement et l'idéal populaire, vaincu, mais non écrasé, se réalisait avec une force nouvelle.

De toutes les institutions populaires la Commune rurale a seule survécue ; mais, hélas ! isolée et corrompue par l'influence administrative et bureaucratique de l'Etat. Elle a pourtant conservé encore vivant son principe : la *Solidarité*. Et le peuple défend ce principe avec tant d'énergie que l'Etat hésite encore à combattre ouvertement la Commune.

Ceux même parmi le peuple qui avaient confiance dans l'Etat perdent enfin leur foi dans cette « nouvelle providence. » On a proclamé l'abolition du servage, le peuple lui attend « la nouvelle liberté ; » on a installé le *self government* provincial, mais le peuple qui connaît la comédie qui se joue sous ce semblant d'indépendance dont ne profitent que les gros propriétaires des assemblées régionales se rit de cette affectation de libéralisme.

Notre monarchie absolue peut devenir constitutionnelle, elle peut même se transformer en République, personne de ceux pour qui les enseignements de l'histoire ne sont pas choses vaines, ne croira jamais que

l'Etat, qui de son essence n'est et ne peut être qu'en instrument d'oppression — l'histoire des peuples, et particulièrement l'histoire du peuple russe, n'en donnent que trop d'exemples — puisse devenir un instrument de délivrance au moyen duquel le peuple arrivera à la conquête de la Liberté et de la Solidarité économiques.

Qu'on me permette ici une petite digression :

Il peut se faire que les socialistes allemands réussissent à concilier l'inconciliable, à trouver une solution à l'antagonisme de l'Etat et du peuple sous forme de *Volkstaat* (Etat du peuple). Peut-être leurs tentatives se font-elles avec une foi profonde dans le succès, mais je dois avouer que la majorité des socialistes russes ne possède pas cette foi.

Nous avons vu dans l'histoire nombre de tentatives très sincères de la conciliation de la religion et de la science. Avons-nous jamais pu entrevoir même le moindre fruit de ces tentatives mortes-nées ? Plus impossible est-il aux socialistes russes de se mettre sur ce terrain qui serait pour eux l'abdication complète des tendances même du peuple, qui se distingue par la haine perpétuelle qu'il voue à tout ce qui porte l'empreinte de l'Etat. Ni les tzars de Moscou, ni Pierre avec son knout, ni Alexandre II avec ses amendes et ses persécutions, d'une part, et son masque de libéralisme de l'autre, ne sont parvenus à lui faire aimer l'Etat. L'idée même de l'Etat est complètement étrangère au peuple russe. Combien de fois ne lui a-t-il pas déclaré la guerre ? Qui donc a oublié ses luttes lorsqu'il marchait avec Balotnikoff, Razine, Boulavine, Pougatcheff à la conquête de ses droits pour la défense de sa libre Commune ?

Partout où le peuple ne se trouvait pas en face des conquérants, partout où il pouvait échapper aux étreintes de l'Etat, il ne formait pas de colonies composées de patrons et d'ouvriers, mais des associations égalitaires dans lesquelles le droit de chacun était respecté.

Qui s'est fait l'apôtre des idées anti-étatistes en Europe ? Bakounine, un Russe.

Loin de moi l'intention d'en faire une question de mérite national entre les socialistes des divers peuples, je veux seulement démontrer que ce n'est pas le hasard ou le caprice qui a poussé un Russe à propager l'anarchie, tandis que d'autres penseurs ont laissé de côté ces idées pour s'occuper du mutualisme, de la banque du peuple, etc.

Loin de moi aussi l'intention de créer une doctrine du socialisme russe, mais qu'il me soit permis du moins de résumer les aspirations populaires qui se traduisent par une puissante tendance à l'abolition de la propriété individuelle et par conséquent à l'abolition d'une classe privilégiée de propriétaires. Une libre jouissance collective du sol, une libre commune agricole dans notre pays presque exclusivement agricole complètent ces tendances. La question des industries et fabriques est résolue par les socialistes russes de la même façon qu'en Occident ; nous n'avons donc pas à nous en occuper maintenant.

Après avoir examiné nos tendances et notre but, il me reste à parler des moyens employés à leur réalisation. Le principal est et sera longtemps encore celui qui a toujours dû être employé pour la réalisation de toute idée nouvelle — c'est la lutte — et dans le cas présent la lutte du peuple contre le gouvernement, l'Etat et le Capital.

Il ne suffit pas d'espérer en un nouvel ordre de choses, il faut encore affirmer son espérance par des actes.

Mécontents des lois arbitraires créées par le caprice pour la défense du privilège de quelques-uns, nous devons les violer et les combattre. Mécontents de l'Etat nous insurger contre lui.

Si nous ne croyons pas en cette institution, nous ne devons rien avoir de commun avec elle, supprimer tous nos rapports, l'isoler pour la réduire à ses propres forces.

Si nous ne croyons pas à la possibilité d'une conciliation entre la minorité dominante et la majorité dominée nous devons combattre la première et si nous ne sommes pas en force pour lui déclarer la guerre à outrance nous devons nous contenter d'une guerre d'escarrouches et nous préparer pour une lutte décisive.

Telle est aujourd'hui l'opinion dominante parmi les socialistes russes, aussi leur est-il impossible, au point de vue de l'agitation, de borner leur action à la propagande orale ou imprimée et parmi eux aussi se manifeste le besoin de passer à la lutte active.

Le défaut d'action véritable a toujours une influence corruptrice sur les partis en transformant leurs membres, d'hommes d'action en doctrinaires de cabinet.

Quelle forme doit avoir la lutte ? Quelle lutte conviendrait le mieux aux forces jeunes encore du parti socialiste ? Comment et où devraient commencer les premières préparations à cette lutte ? Ce sont là des questions difficiles à résoudre et dans lesquelles nous sommes loin d'être unanimes entre nous.

Jusqu'à présent notre activité s'est bornée à la propagande de nos idées dans les masses populaires, à la recherche des éléments révolutionnaires et à leur groupement. L'affaire de N. D. de Kasan est jusqu'à présent presque l'unique manifestation publique de nos aspirations et de nos sympathies ; la grande masse des forces se consume jusqu'à présent dans un travail lent, secret, souterrain au milieu du peuple, de temps en temps nos ennemis réussissent à découvrir quelque chose, il en résulte une désorganisation passagère et locale produite par les arrestations de nos amis qui après de longues années de prison et de tortures sont condamnés à une peine qui équivaut à la mort.

Après vous avoir donné le tableau de ce travail souterrain, j'avais l'intention de vous donner dans cette lettre quelque idée de notre programme, de vous montrer les moyens de propagande et d'agitation dans leur pratique même, mais la longueur de ma correspondance m'oblige de remettre ce récit à la prochaine fois.

Salut et Solidarité.

D. K.

AVIS

Les abonnés trimestriels sont prévenus qu'avec le prochain numéro il sera pris remboursement sur tous ceux qui n'auront pas fait parvenir d'ici le 15 Septembre prochain le montant de leur abonnement à l'administration de la Revue.

L'Administration.

POUR PARAÎTRE PROCHAINEMENT :
L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION

PAR

ARTHUR ARNOULD

MEMBRE DE LA COMMUNE DE PARIS

Imprimerie du « RABOTNIK », 26, chemin de Montchoisy, à Genève.
